



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division/Division des
services professionnels en informatique
11 Laurier Street
11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III, 4C2
Gatineau
Quebec
K1A0S5

Title - Sujet L'APPLICATION DU SYSTÈME DE GESTION	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8474-17SM06/B	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client W8474-17SM06	Date 2017-11-24
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$IPS-004-31878	
File No. - N° de dossier 004ips.W8474-17SM06	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-12-18	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Patel, Ankoor	Buyer Id - Id de l'acheteur 004ips
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4970 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

MODIFICATION N° 006

La présente modification vise à répondre aux questions du soumissionnaire.

QUESTIONS ET RÉPONSES :

Question 18 :

Selon les renseignements fournis à la page <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/organisation-organization/enquete-screening-fra.html>, l'obtention d'une attestation de sécurité d'installation (ASI) est assujettie aux critères décrits ci-dessous.

« Organisations admissibles

Le Programme de sécurité des contrats offre un service d'enquête de sécurité aux organisations qui exécutent des contrats gouvernementaux de nature délicate. Ces organisations doivent être :

- physiquement situées au Canada;
- autorisées à faire affaire au Canada.

Les organisations admissibles comprennent :

- les organisations canadiennes, y compris les sociétés, les sociétés de personnes, les coentreprises et les institutions publiques;
- les experts-conseils et les propriétaires d'entreprise individuelle qui sont des citoyens canadiens ou des résidents permanents;
- les filiales canadiennes d'entreprises étrangères enregistrées pour faire affaire au Canada. »

Si nous comprenons bien, une société étrangère devrait d'abord établir une filiale canadienne physiquement située au Canada pour être admissible à l'obtention d'une ASI, soit une condition préalable à la présentation d'une soumission aux termes de la présente demande de propositions. Avons-nous raison?

À cet égard, il existe trois types d'attestations de sécurité d'installations aux termes du *Manuel de la sécurité industrielle*, Chapitre 3 : Attestations d'organisations, Partie II – Attestation de sécurité d'installations (classifié). Avons-nous raison de supposer que l'ASI exigée est une ASI pour le personnel affecté (PA) selon la définition donnée ci-dessous?

« 357. Types d'attestation de sécurité d'installations

1. Il existe trois types d'ASI :

a. Personnel affecté (PA)

Il s'agit du type d'ASI le plus élémentaire. Cette attestation est normalement délivrée aux organisations qui participent à des marchés de services plutôt qu'à des marchés de biens. L'attribution de l'ASI pour le PA donne lieu à une enquête de sécurité sur les CSC et les employés de l'organisation. Il n'est pas nécessaire d'évaluer la sécurité matérielle des installations de l'organisation. Une ASI pour le PA n'a pas pour effet d'autoriser l'organisation à posséder ou à archiver des renseignements et des biens classifiés dans ses installations. »

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Réponse 18 :

Veillez consulter la modification 5 de la DP. De nouvelles exigences en matière de sécurité ont été ajoutées à l'article 7.4 de la DP, et une nouvelle liste de vérification des exigences relatives à la sécurité ainsi qu'un appendice ont été ajoutés à l'annexe C. En outre, pour les sociétés étrangères, l'établissement d'une filiale canadienne physiquement située au Canada n'est pas une condition préalable à la présentation d'une soumission aux termes de la présente demande de propositions.

Question 19 :

La réponse 1 dans la modification 1 de la DP révèle que les sociétés étrangères peuvent présenter des propositions.

Si une entreprise étrangère a déjà une attestation de sécurité d'installation de niveau OTAN SECRET, cette attestation lui permet-elle de respecter cette exigence obligatoire en matière de sécurité et de respecter pleinement les exigences de la DP?

Réponse 19:

Veillez consulter la modification 5 de la DP. De nouvelles exigences en matière de sécurité ont été ajoutées à l'article 7.4 de la DP, et une nouvelle liste de vérification des exigences relatives à la sécurité ainsi qu'un appendice ont été ajoutés à l'annexe C.

Question 20:

Question 3 de la modification 1 :

Conformément aux objectifs de l'article 3 du présent EDT. La licence doit donner au MDN, sans frais supplémentaires, le droit de fournir l'accès à l'application à toutes les ressources associées ou participant aux situations de recherche et de sauvetage. La base d'utilisateurs pourrait inclure, sans toutefois s'y limiter, les groupes suivants : les coordonnateurs de missions de recherche et de sauvetage, le ministère des Pêches et des Océans (MPO), les organismes de santé, les organismes d'application de la loi, les groupes de bénévoles en matière de recherche et de sauvetage à l'échelle fédérale, provinciale et municipale, la Garde côtière auxiliaire canadienne, etc.

Il est entendu que concernant les exigences dans les périodes de pointe, l'État devra fournir cette capacité à une collectivité élargie et il a indiqué qu'un nombre illimité de licences sera nécessaire pour ces événements. Cette exigence est fondée sur des événements et ne représente pas les besoins quotidiens de la collectivité de recherche et sauvetage. Veuillez indiquer les exigences fonctionnelles réelles en matière de licence pour appuyer le personnel du JRCC ou du MRSC.

Réponse 3 de la modification 1 :

Comme il est indiqué à la section 3 de l'EDT, la base d'utilisateurs fonctionnels n'est pas limitée au personnel du JRCC ou du MRSC. La licence ne doit limiter en rien l'utilisation de l'application.

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Nous pouvons sans problème fournir à l'État un nombre illimité de licences pour l'application. Cependant, nous craignons que des parties indépendantes de l'État aient accès à nos droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base et utilisent notre propriété intellectuelle à des fins commerciales et en retirent des avantages. Pourriez-vous confirmer que nos droits de propriété intellectuelle seront protégés contre l'exploitation commerciale conformément aux extraits du CCUA, Conditions générales supplémentaires, 4006 (2010-08-16), « L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux » reproduits ci-dessous, et indiquer la méthode qui sera utilisée pour protéger ces droits?

« 4006 03 (2008-05-12)

Droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

L'entrepreneur détient tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dès leur conception.

4006 04 (2008-05-12)

Licences concernant les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux et les renseignements de base

1. Puisque le Canada a contribué aux coûts liés à l'élaboration des renseignements originaux, l'entrepreneur accorde au Canada une licence qui l'autorise à exercer tous les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux dans le cadre des activités du Canada. À moins d'exception précisée dans le contrat, cette licence permet au Canada de faire tout ce qu'il pourrait faire s'il était propriétaire des renseignements originaux, sauf les exploiter commercialement et en transférer ou en céder la propriété.

3. Pour plus de certitude, les licences du Canada comprennent notamment, mais non exclusivement :

a. le droit de divulguer les renseignements originaux et de base aux tiers soumissionnant ou négociant des contrats avec le Canada, et le droit d'autoriser, par sous-licence ou autrement, tout entrepreneur engagé par le Canada à utiliser ces renseignements uniquement aux fins d'exécution de ces contrats. Le Canada exigera de ces tiers et de ces entrepreneurs qu'ils n'utilisent ou ne divulguent ces renseignements, sauf lorsque cela s'avère nécessaire pour la préparation d'une soumission, la négociation ou l'exécution des contrats;

e. pour un logiciel créé sur mesure pour le Canada, le droit d'utiliser tout code source que l'entrepreneur doit livrer au Canada en vertu du contrat. »

Réponse 20 :

Les parties indépendantes de l'État auront une sous-licence pour utiliser les droits de propriété intellectuelle uniquement dans la mesure prévue dans la section 4006 des CCUA.

Question 21 :

Question 4 de la modification 1 :

Pourriez-vous expliquer les raisons qui sous-tendent l'exigence de la partie B de la LVERS de la cote de niveau secret? Un examen de la DP n'indique aucun type de renseignements de niveau secret. De plus, les parties 7a, 7b et 7c de la LVERS indiquent qu'il n'y a pas de renseignements secrets auxquels le fournisseur devra avoir accès. Le niveau secret de la partie B et l'exigence d'une attestation de sécurité

N° de l'invitation – Solicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

d'installation du niveau secret rendent la soumission pour ce contrat plus compliquée pour les sociétés et cela diminuera probablement le nombre de propositions.

Normalement, l'accès aux zones d'accès restreint, conformément à l'exigence 6 B de la LVERS, exige une attestation de sécurité de niveau fiabilité seulement.

Compte tenu du dilemme associé aux attestations de sécurité, une société peut-elle présenter une soumission pour le projet et demander à SPAC de commanditer la demande pour l'attestation de sécurité d'installation de niveau secret? Ma société possède une attestation de vérification d'organisation désignée, mais pas au niveau secret.

Réponse 4 de la modification 1 :

L'exigence relative au niveau Secret mentionnée dans la LVERS est attribuable à l'accès requis aux installations du JRCC situées dans une zone désignée Secret sur une base. D'après le lien (<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/organisation-organization/enquete-screening-eng.html>), le Canada peut être le commanditaire d'une organisation pour obtenir une attestation de sécurité de niveau Secret. Toutefois, le soumissionnaire doit se conformer aux exigences, comme il est stipulé aux articles 6.1 et 7.4 de la demande de soumissions.

Nous comprenons que pour entrer dans les installations du CCCOS désignées secret, les personnes doivent avoir une attestation individuelle. Cependant, nous ne comprenons pas pourquoi il convient d'exiger au soumissionnaire d'être titulaire d'une ASI, car il est expliqué que cette attestation vise à permettre aux membres du personnel du soumissionnaire d'avoir accès aux installations du CCCOS. Comme aucun volet des travaux de développement de l'application n'est secret, l'exigence selon laquelle le soumissionnaire doit obtenir et conserver une ASI semble démesurément astreignante et restrictive, et semble entraîner inutilement des coûts supplémentaires. Pourriez-vous revoir l'exigence relative à l'ASI ou expliquer la raison d'être de cette partie de l'exigence en particulier?

Réponse 21 :

Veuillez consulter la réponse 19

Question 22 :

Sous-alinéa 7.1(ii) : fournir tous les codes sources liés aux fonctions de l'application, tel qu'elles sont définies dans toutes les exigences stipulées à l'Appendice 3 de l'Annexe A; Annexe 5 de l'EDT – Livrable 12 – Code source de l'application

Q. : Nous supposons qu'il n'est pas nécessaire de fournir le code source du logiciel commercial. Pourriez-vous nous confirmer la véracité de cette hypothèse?

Réponse 22 :

Il faut fournir le code de tous les logiciels, y compris le code des logiciels commerciaux faisant partie du code source de l'application au sens de l'annexe 5 de l'EDT – Livrable 12 – Code source de l'application.

N° de l'invitation – Solicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Question 23 :

Alinéa 7.4 a) L'entrepreneur/l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat/de l'offre à commandes, une attestation de sécurité d'installation (ASI) valide au niveau SECRET délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

b) Les membres du personnel de l'entrepreneur/offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

Q. : Le fait d'être titulaire d'une attestation de sécurité de niveau OTAN (attestation de sécurité d'installation ou attestation de sécurité de personnel) délivrée par une autorité nationale de l'OTAN ou d'une cote de sécurité nationale (attestation de sécurité d'installation ou attestation de sécurité de personnel) délivrée par une autorité nationale de sécurité permettrait-il de satisfaire à cette exigence?

Réponse 23 :

Veuillez consulter la réponse 19.

Question 24 :

Sous-alinéa 7.8 g)(viii) Droits de vérification : Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après le versement du paiement à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification, en permettant à ce dernier d'accéder à tous les documents et systèmes qu'il juge nécessaires pour s'assurer que tous les crédits ont été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel qu'il a été déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, en plus des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt est le taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, à calculer ou à enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante pour remédier au problème.

Q. : À quel moment cette vérification doit-elle avoir lieu? Avant l'attribution du contrat?

Réponse 24 :

La vérification est effectuée à la discrétion de l'autorité contractante et peut avoir lieu en tout temps pendant la durée du contrat, comme il l'est précisé à l'alinéa 7.8 g), Crédits de paiement.

Question 25 :

Alinéa 12a) de l'EDT : L'entrepreneur exécutera les travaux principalement dans ses propres installations.

Q. : Ces travaux peuvent-ils être exécutés à l'extérieur du Canada?

N° de l'invitation – Solicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Réponse 25 :

Oui, les travaux peuvent être exécutés dans les installations de l'entrepreneur à l'extérieur du Canada.

Question 26 :

Au sujet de l'exigence des CCUA 2003 (2017-04-27) et de la définition de « soumissionnaire » :

Comme les exigences énoncées sont complexes et comme nous voulons nous assurer d'être en mesure de faire une offre complète et concurrentielle à l'État, nous estimons que l'exigence des CCUA est restrictive, car elle nous empêche d'utiliser l'expérience soit d'une société mère soit d'entrepreneurs appropriés dans notre proposition.

Réponse 26 :

Veuillez consulter la réponse 2 dans la modification 2 de la DP ainsi que les réponses 15 et 16 dans la modification 4 de la DP.

Question 27 :

Nous aimerons également avoir des réponses aux questions énoncées ci-dessous, qui portent sur les spécifications techniques, ou des précisions à ce sujet.

Exigences A3 1.22 et A3 1.22.1

L'application doit s'intégrer au système de gestion téléphonique du Centre conjoint de coordination des opérations de sauvetage (CCCOS).

L'application doit inclure l'intégration téléphonique qui doit :

permettre d'effectuer des appels téléphoniques en cliquant sur des coordonnées au sein de l'application.

Questions

- a) Est-ce que le système de gestion téléphonique du CCCOS fournira l'interface nécessaire pour effectuer cet appel?
- b) Est-ce qu'une composante côté client est fournie à cette fin?

Réponse 27 :

- a) Veuillez consulter l'alinéa 4.2-2c de l'EDT.
- b) Veuillez consulter l'alinéa 4.2-2c de l'EDT.

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Question 28 :

Exigence A3 1.49

L'application doit respecter la visibilité des données; c'est-à-dire qu'elle ne doit pas afficher les données réservées aux employés du gouvernement du Canada à des utilisateurs autres que les employés du gouvernement du Canada.

Questions

- a) Est-ce qu'une fonction manuelle offrira aux utilisateurs la possibilité d'indiquer que des données sont réservées au gouvernement du Canada, comme des entrées au journal?
- b) Ou plutôt, est-ce que les données de certains champs seraient toujours réservées au gouvernement du Canada?
- c) Ou encore, les utilisateurs du gouvernement du Canada doivent-ils avoir la possibilité d'indiquer que les données sur un incident en particulier sont réservées au gouvernement du Canada?

Le Service d'authentification centralisé (CAS, exigence A3-3.1) désignera-t-il les utilisateurs qui sont des employés du gouvernement du Canada?

Réponse 28 :

- a) Non, les utilisateurs n'indiqueront pas manuellement que des données sont réservées au gouvernement du Canada.
- b) Oui, il sera indiqué que certains champs contiennent des données réservées au gouvernement du Canada.
- c) Non, il n'est pas nécessaire que les utilisateurs du gouvernement du Canada aient la possibilité d'indiquer que les données sur un incident en particulier sont réservées au gouvernement du Canada.
- d) Oui, le Service d'authentification centralisé désignera les utilisateurs qui sont des employés du gouvernement du Canada.

Question 29 :

Exigence A3 1.67

L'application doit offrir une fonction permettant d'incorporer des flux vidéo en temps réel, entre autres, les caméras WEB.

Questions

- a) Veuillez préciser les formats de flux vidéo et les types d'adresses URL devant être pris en charge.
- b) Les vidéos des flux vidéo doivent-ils être enregistrés?

Réponse 29 :

- a) Tous les formats de flux vidéo et tous les types d'adresses URL pris en charge par HTML5 doivent être pris en charge.
- b) Oui, tout renseignement consulté dans l'exécution d'un incident de recherche et de sauvetage doit être enregistré.

N° de l'invitation – Solicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Question 30 :

Exigence A3 7.1

L'application doit offrir une fonction de messagerie permettant aux utilisateurs de clavarder dans l'application.

Questions

- a) Est-ce que le Canada ou le MDN a une plateforme de clavardage et de messagerie instantanée, comme Microsoft Skype Entreprise, à laquelle l'application peut s'intégrer?
- b) Est-il plutôt préférable que l'application offre ses propres fonctions de clavardage?

Réponse 29 :

- a) Non, le soumissionnaire doit offrir cette fonctionnalité.
- b) Le soumissionnaire doit établir comment il va satisfaire à cette exigence.

Question 31 :

Exigence A3 9.2

Cette fonction doit permettre en temps opportun (dans les 48 heures suivant la présentation d'une demande si la fonction est fournie dans le cadre de l'entente sur la maintenance et le soutien des applications) d'ajouter, de retirer ou de modifier les droits d'accès aux sources de données en ligne externes.

Question

Est-ce que cela fait référence aux sources de données énoncées à l'annexe 4, ensembles de données géospatiales?

Réponse 31 :

Oui, cela fait référence aux sources de données énoncées à l'annexe 4 et à toute source pouvant être établie ultérieurement, ainsi qu'au retrait ou à la modification de toute source actuellement utilisée par l'application.

Question 32 :

Exigence A3 11.1

L'application doit s'intégrer via une interface de programmation d'applications (API) à un système de gestion des personnes-ressources exploité par le MDN.

Question

Est-ce que l'API existe? Quel protocole utilise-t-elle?

Réponse 32 :

- a) L'API n'existe pas.
- b) Le protocole sera établi conformément à l'alinéa 4.2-2c de l'EDT.

N° de l'invitation – Solicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Question 33 :

Aux termes de l'alinéa 7.4a) de la partie Clauses du contrat subséquent, l'entrepreneur doit :

« [...] détenir en permanence [...] une attestation de sécurité d'installation (ASI) valide au niveau SECRET délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ».

Aux termes de l'alinéa b) :

« Les membres du personnel de l'entrepreneur/offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau SECRET, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC. »

Questions

La partie C de la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (jointe à la DP) précise que le fournisseur ne sera pas tenu « de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens protégés ou classifiés », ni de protéger des renseignements ou des biens COMSEC. En outre, les installations du fournisseur ne serviront pas à la production (fabrication ou réparation) de matériel protégé ou classifié. Il est également précisé que du « personnel sans autorisation sécuritaire » pourrait aussi « se voir confier des parties du travail ».

Selon ce qui précède et les autres réponses données dans la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité, est-il possible que les objectifs soient les suivants :

- a) Ne pas exiger une attestation de sécurité d'installation du niveau SECRET, mais exiger plutôt une attestation de niveau Fiabilité?
- b) Exiger uniquement aux membres du personnel devant avoir accès à certains établissements du Canada d'avoir une autorisation de sécurité de niveau Secret?

(La réponse à cette dernière question est liée à la réponse 4 de la modification 2.)

Réponse 33 :

Veuillez consulter la réponse 19.

Question 34 :

Alinéa 4.2-3.2b), Formation des formateurs

L'activité de formation des formateurs doit se dérouler dans les locaux de la Garde côtière, au Collège de la Garde côtière canadienne, à Sydney (Nouvelle-Écosse).

Questions

Le MDN tiendra-t-il des séances de formation des formateurs dans d'autres installations, comme dans les locaux temporaires du CCCOS/CCCM ou ailleurs si le fournisseur les offre?

En plus du produit livrable précisé en ce qui a trait à l'encadrement et avant l'acceptation finale, le MDN demandera-t-il au fournisseur d'offrir des séances de formation approfondies à tous les membres du personnel du CCCOS/CCCM travaillant actuellement pour le MDN et la GCC dans tous les locaux temporaires ou ailleurs si le fournisseur offre cette possibilité? Le recours à des experts en système de gestion de missions de recherche et de sauvetage et à des formateurs qualifiés et expérimentés du CCCOS

N° de l'invitation – Solicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

en la matière assurera l'atteinte d'une norme uniforme pour tous les utilisateurs. De plus, cela réduirait grandement les frais de déplacement des participants et atténuerait les demandes internes en personnel.

Réponse 34 :

À la discrétion du responsable technique, le MDN peut tenir des séances de formation des formateurs dans d'autres installations, comme à celles d'Esquimalt, de Trenton, de Halifax ou de Sydney.

L'entrepreneur n'offrira pas les séances de formation des utilisateurs finaux.

Question 35 :

4.5 Étape de la livraison – Déploiement de l'application et migration des utilisateurs Successivement, chacun des emplacements recevra une formation, effectuera la transition vers la nouvelle application et obtiendra du soutien sur place. Un mois par emplacement, trois mois au total.

Question

Comme il l'est mentionné à la question 4.2-3.2, le fournisseur propose de former tous les membres du personnel du CCCOS/CCCM soit dans les locaux temporaires soit à un endroit central fourni par le fournisseur avant l'acceptation finale. Le MDN envisage-t-il d'appliquer cette proposition?

Réponse 35 :

Non, le Canada a examiné votre demande et a conclu qu'il ne changerait pas l'exigence comme vous le demandez.

Question 36 :

Réf. : A3-1.15

L'application doit intégrer les états d'incident suivants : Ouvert, Actif, Plus de renseignements requis et Fermé.

Question

Pouvez-vous définir ou préciser les termes Ouvert et Actif?

Réponse 36 :

Les états Ouvert et Actif, servant à désigner les incidents, seront définis et précisés à l'étape de la conception.

Question 37 :

Réf. : A3-1.30

L'application doit posséder une fonction permettant d'estimer la distance et le relèvement d'une fusée éclairante d'après les principes de la méthode du poing et de la méthode de l'horloge de Kevin Falvey.

Question

Le MDN tiendra-t-il compte de toute autre recherche ou publication officielle sur la distance d'une fusée éclairante et l'estimation?

N° de l'invitation – Solicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Réponse 37 :

Le soumissionnaire doit respecter les exigences telles qu'elles sont énoncées. Cependant, pendant la réalisation des travaux visés par le contrat, le Canada peut, à sa discrétion, tenir compte d'autres recherches ou publications officielles proposées par l'entrepreneur. Il convient également de souligner que les alinéas 7.6 a), b) et c) de la DP s'appliquent dans ces circonstances.

Question 38 :

Réf. : A3-1.56

L'application doit offrir une fonction permettant d'afficher l'historique de suivi des navires/aéronefs.

Question

Est-ce que cette exigence s'applique uniquement aux navires/aéronefs qui ont déjà des capacités en matière de suivi?

Réponse 38 :

Non, le Canada offrira dans l'interface des renseignements sur le suivi de tout navire et aéronef désigné.

Question 39 :

Réf. : A3-10.5

Un enregistrement de ressources de gestion des ressources SAR ne doit pas être supprimé. En revanche, l'application doit marquer les dossiers qui ne sont plus nécessaires comme « retirés ». Les ressources retirées ne doivent pas être supprimées des rapports d'incident actuels et passés.

Question

Est-il nécessaire de pouvoir consulter les ressources retirées ailleurs que dans les rapports d'incident?

Réponse 39 :

Oui, l'entrepreneur doit offrir une fonctionnalité permettant de consulter les ressources retirées ailleurs que dans les rapports d'incident.

Question 40 :

Réf. : A3-3.6.7

L'application doit vérifier si un utilisateur est autorisé à approuver ou à prendre une décision critique et, s'il ne l'est pas, transmettre la décision aux échelons supérieurs de la chaîne de commandement aux fins d'approbation. La décision devra ensuite être consignée et acheminée à toutes les parties concernées.

Questions

En quoi consiste une décision critique dans le contexte de l'application? Veuillez fournir une liste des actions ou des champs précis visés par cette exigence. Veuillez également préciser le rang ou les autres caractéristiques qui accordent à l'utilisateur le pouvoir nécessaire pour chaque action ou champ applicable.

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Réponse 40 :

Des renseignements sur le flux de décision seront fournis au soumissionnaire pendant la réalisation du contrat.

Question 41 :

Réf. : A3-3.6.7

La DP prévoit l'utilisation du service de validation de balisage W3C (https://validator.w3.org/#validate_by_uri+with_options) pour valider les applications décrites au critère O-2. Généralement, les applications Web (comme le SGM-SAR) ont un écran de connexion dans lequel les utilisateurs doivent s'identifier avant d'avoir accès à l'application en soi. Que prévoit faire le MDN à cet égard pendant le processus de validation?

Réponse 41 :

Il revient au soumissionnaire de donner accès aux applications qu'il propose afin qu'il soit possible de les mettre à l'essai.

Question 42 :

Alinéa 1.2 c) de la DP : « L'application doit comprendre tous les composants nécessaires pour que l'application fonctionne en conformité avec toutes les exigences du contrat, y compris celles énoncées dans l'EDT, et doit être assortie d'une garantie de douze mois et de tous les documents requis. »

À partir de quelle étape la garantie commence-t-elle à s'appliquer?

Réponse 42 :

Aux termes du paragraphe 22(1) des Conditions générales 2030 (2016-04-04), auquel fait référence la DP, la période de la garantie commence à la date de la livraison de l'application ou, si l'acceptation a lieu à une date postérieure, à la date de l'acceptation.

Question 43 :

Annexe 3, A3-3.5 : « L'application doit prendre en charge les droits/autorisations liés à tous les incidents ou se limiter à un ou plusieurs incidents individuels. »

Dans l'exigence suivante, soit A3-3.6, vous définissez les profils (administrateur, administrateur des utilisateurs, coordonnateur, observateur et équipe des ressources SAR). Vous définissez ensuite les autorisations standard relatives aux incidents pour ces profils.

Est-ce que l'exigence A3-3.5 signifie que le logiciel devrait permettre l'attribution de droits précis aux profils pour un ou plusieurs incidents?

Par exemple, pour un incident en particulier, l'administrateur peut permettre au profil « équipe des ressources SAR » de créer, d'ouvrir, de mettre à jour et de fermer un rapport d'incident, et d'y accéder.

Réponse 43 :

Les profils dont il est question à l'exigence A3-3.6 sont des rôles établis dans le système qui déterminent les actions qu'un utilisateur peut poser lorsqu'il travaille sur un incident. Par exemple, un utilisateur ayant un profil d'observateur peut uniquement consulter l'action, sans plus. L'exigence A3-3.5

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

fait référence au contrôle des incidents auxquels un utilisateur a accès. Ainsi, l'utilisateur peut poser uniquement les actions correspondantes au profil (A3-3.6) qui lui est attribué et l'accès aux incidents est régi par un mécanisme d'accès (A3-3.5).

Question 44 :

Annexe 3, A3-5.3 : « L'application doit inclure des fonctions de gestion du journal des changements, notamment un moyen d'archiver les dossiers. »

Est-il possible d'avoir de plus amples renseignements sur les fonctions de gestion du journal? (Exporter au format csv/xml/pdf...)

Réponse 44 :

Comme les activités et les changements sont tous consignés dans le journal des changements, celui-ci pourrait devenir très volumineux. Par conséquent, il est nécessaire d'intégrer des fonctions de gestion du journal des changements pour permettre au système (par l'entremise d'un administrateur) de réduire la taille du journal sans perdre de renseignements. Les entrées de journal se rapportant à un incident actif ou ouvert doivent demeurer dans le journal des changements. Les entrées se rapportant à des incidents fermés peuvent être supprimées du journal des changements et stockées dans un fichier externe, mais doivent être visibles lorsqu'un utilisateur consulte un incident ou y accède.

Question 45 :

Annexe 3, A3-1.49 : « L'application doit respecter la visibilité des données; c'est-à-dire qu'elle ne doit pas afficher les données réservées aux employés du gouvernement du Canada à des utilisateurs autres que les employés du gouvernement du Canada. »

Est-ce que cela s'applique à chaque champ portant sur un incident ou une ressource, ou encore à un incident ou à une ressource en général?.

Réponse 45 :

Il est indiqué que certains champs contiennent des données réservées aux employés du gouvernement du Canada. Les utilisateurs autres que les employés du gouvernement ne verront pas les champs ainsi désignés lorsqu'ils consulteront un incident (y accéderont).

Veuillez consulter aussi la réponse 28.

Question 46 :

Annexe 3, A3-1.14 : « L'application doit permettre à l'administrateur de définir des champs supplémentaires, soit des éléments de données, sans modifier le code de l'application. »

D'après notre interprétation, les éléments de données sont des valeurs énumérées ou des valeurs du dictionnaire, et non de nouveaux champs dans une structure de données sur un incident. Avons-nous raison?

Réponse 46 :

De nouveaux champs sont nécessaires dans une structure de données sur un incident.

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Question 47 :

Annexe 3 : « A3-1.22.1 permettre d'effectuer des appels téléphoniques en cliquant sur des coordonnées au sein de l'application »;

« A3-1.22.2 indiquer les numéros de téléphone et offrir à l'utilisateur du CCCOS/CCCM la possibilité de composer le numéro par l'entremise de l'application »;

« A3-1.22.3 permettre l'envoi de messages textes vers les numéros de téléphone composés »;

« A3-1.22.5 pouvoir traiter des données en provenance des services d'urgence 911, conformément à la Politique réglementaire de télécom CRTC 2017-182 du gouvernement du Canada ».

Pour évaluer la complexité des travaux, veuillez préciser si la connexion au système téléphonique est :

- une connexion directe à un PABX local;
- une connexion indirecte passant par un système existant (offrant par exemple une interface de service Web).

Réponse 47 :

Veuillez consulter la réponse 27.

Un service Web sera créé pour permettre à la solution de l'entrepreneur de communiquer au besoin avec le système téléphonique. L'entrepreneur aura l'occasion de participer à la conception du service Web pour que celui-ci soit adapté à la nature technique particulière de sa solution.

Question 48 :

Annexe 3, A3-1.22.4 « pouvoir composer plusieurs numéros de téléphone simultanément pour diffuser des messages ou pour téléavertir les destinataires de l'appel téléphonique »

Le système utilise-t-il un service offrant des fonctions de diffusion de messages ou ces fonctions doivent-elles être développées au sein du système?

Réponse 48 :

Veuillez consulter la réponse 27.

Les services Web seront conçus pour fonctionner avec la solution conçue par l'entrepreneur pour respecter cette exigence.

Question 49 :

Annexe 3 : A3-1.41 « L'application doit offrir des fonctions de rendu cartographique qui incluent, entre autres, la cartographie thématique, les panoramiques, le recentrage de la carte, le rafraîchissement de la vue cartographique, la restructuration des calques et le zoom de la carte. »

Pouvez-vous définir l'expression « cartographie thématique »?

N° de l'invitation – Solicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Réponse 49 :

Une carte thématique est précisément conçue pour illustrer un thème particulier lié à une région géographique précise.

Question 50 :

EDT :

2.Contexte

« Le projet de remplacement du SGMR a été créé pour mettre en œuvre une nouvelle application Web intégrée ("l'application"). Ce projet comprend deux volets de travail, qui ont chacun des objectifs indépendants et contribuent l'un et l'autre au succès de l'application. Le volet de l'environnement est axé sur l'établissement d'un environnement technique à l'appui de l'application. Ce volet relève de la responsabilité du MDN et de Services partagés Canada (SPC). » Notre entreprise aimerait avoir un aperçu de la situation actuelle en ce qui concerne ce volet de l'environnement, de l'orientation technique adoptée dans ce volet et, si possible, certains indices sur le paradigme technique dans lequel devra être intégrée la solution de gestion de missions de recherche et de sauvetage.

Réponse 50 :

Comme il l'est précisé dans la DP, le volet de l'environnement est un nuage privé virtuel. Les systèmes d'exploitation des appareils virtuels sont de distribution Linux. Toutes les connexions aux sources en ligne seront effectuées au moyen d'un bus de service d'entreprise. Le dépôt des données spatiales est hébergé dans un SGBDR. Le système d'authentification centralisé est décrit dans l'EDT.

Question 51 :

EDT : 4.2-2 Étape de l'assemblage

« a L'entrepreneur amorcera une démarche parallèle auprès du fournisseur du système de téléphonie afin de développer les API nécessaires pour répondre aux exigences liées à l'intégration de la téléphonie définies à l'annexe 3. »

Notre entreprise a besoin de connaître le périmètre de livraison de ce fournisseur de système de téléphonie. Plus précisément, nous voulons savoir si ce fournisseur offre une solution ToIP complète. Il est fondamental que nous connaissions ces renseignements pour préparer notre soumission.

Réponse 51 :

Le soumissionnaire ne devrait pas s'attendre à une solution ToIP complète, mais le fournisseur de la solution téléphonique peut offrir des fonctions de ToIP. Actuellement, la solution utilisée comporte un PBX local, des téléphones VoIP et un logiciel permettant d'enregistrer et de gérer les appels téléphoniques.

Question 52 :

EDT, 4.2-3.2. a « L'entrepreneur doit fournir des séances de formation aux formateurs sur le SGMR du MDN et du ministère des Pêches et des Océans (MPO). »

Combien de séances de formation doivent être offertes?

N° de l'invitation – Sollicitation No. W8474-17SM06/B	N° de la modif. – Amd. No. 006	ID de l'acheteur – Buyer ID 004ips
N° de réf. du client – Client Ref. No. W8474-17SM06	N° du dossier – File No. 004ips W8474-17SM06	FMS No/ N° VME – CCC No./ N° CCC

Réponse 52 :

Il y aura une séance de formation des formateurs de deux semaines, selon les estimations, mais cela dépend de la mesure dans laquelle l'entrepreneur réussit à former les formateurs.

Question 53 :

EDT : 4.2-3.3. a « Lors du lancement de cette activité, l'entrepreneur doit fournir toutes les composantes logicielles nécessaires à l'installation de l'application dans l'environnement technique du MDN. L'ensemble se composera des trois (3) systèmes suivants : un système de formation présentant une version légèrement modifiée de l'application, conformément aux exigences énoncées à l'annexe 3; un système d'essai permettant de mettre à l'épreuve les modifications et les améliorations avant leur mise en œuvre dans le système de production; un système de production soutenant la communauté d'utilisateurs et les opérations de recherche et de sauvetage. Seul le système de production est mis en œuvre de façon résiliente, selon le mode actif/actif. »

Pouvez-vous donner des précisions sur l'environnement du système d'essai et de formation?

Réponse 53 :

Les environnements du système d'essai et du système de formation engloberont tous les systèmes de l'environnement de production, exception faite que ces environnements ne seront pas mis en œuvre de façon résiliente selon le mode actif/actif, car il n'est pas nécessaire qu'ils aient ce niveau d'accessibilité.

Question 54 :

EDT : 4.2-5.2.a « On entend par incident une interruption imprévue de l'application ou une réduction de la qualité de réponse de l'application. »

Ce type d'« incident » dépend principalement de l'environnement technique. Pouvez vous expliquer votre méthode d'évaluation de l'origine d'un logiciel ou de matériel?

Réponse 54 :

L'environnement matériel fait l'objet d'une surveillance continue pour assurer l'intégrité opérationnelle. Si un incident se produit, l'environnement matériel fait d'abord l'objet d'un examen destiné à relever les anomalies. Si l'incident n'est pas réglé même s'il n'y a aucun problème technique ou si les problèmes techniques ont été corrigés, il est présumé que l'incident est d'origine logicielle et des mesures sont prises en ce sens.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.

NOTA : UNE SOUMISSION DÉJÀ PRÉSENTÉE PEUT ÊTRE MODIFIÉE AVANT LA DATE DE CLÔTURE. LA CORRESPONDANCE CONCERNANT UNE MODIFICATION DEVRA INDIQUER LE NUMÉRO DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS ET LA DATE DE CLÔTURE DES SOUMISSIONS ET DOIT S'ADRESSER À :

RÉCEPTION DES SOUMISSIONS

SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA

PLACE DU PORTAGE, PHASE III

HALL PRINCIPAL, SALLE 0A1

11, RUE LAURIER

GATINEAU (QUÉBEC) K1A 0S5